

T



Elisabeth Decrey-Warner, présidente de l'appel de Genève.  
© Eddy Mottaz

**GENÈVE INTERNATIONALE**

## Elisabeth Decrey Warner, la diplomate des maquis

**Elisabeth Decrey Warner, qui négocie avec les rebelles pour qu'ils respectent le droit de la guerre, reçoit ce jeudi le Prix de la Fondation pour Genève. Une reconnaissance tardive pour cette extraterrestre du monde humanitaire**

**5 minutes** de lecture

◆ **Genève Internationale**

**Simon Petite**

Publié mercredi 5 octobre 2016 à 18:13.

Elisabeth Decrey Warner n'aime pas les projecteurs. Elle sera servie ce jeudi soir sur la scène du Victoria Hall, au moment de recevoir le Prix de la Fondation pour Genève devant le gratin de sa ville. La présidente de l'Appel de Genève est plus à l'aise dans les montagnes du Kurdistan, au fin fond de la jungle colombienne ou avec ses dix petits-enfants. Depuis près de 20 ans, cette ancienne députée socialiste genevoise part à la rencontre des groupes rebelles pour les convaincre de prendre des engagements humanitaires.

très fâchés contre nous. En leur enlevant leur kalachnikov, ils avaient l'impression qu'on les privait du droit de défendre leur peuple et leur cause», raconte Elisabeth Decrey Warner.

Elle sort des photos. Des sourires se lisent désormais sur les visages des ex-petits soldats. Que vont devenir ces gamins? La Genevoise ne se fait pas d'illusions. «Certains rêvent de devenir médecins. Mais où pourraient-ils étudier? Le système éducatif s'est effondré. Quand ils auront 18 ans, si rien ne change, ils retourneront se battre.»

### **Lire aussi:** L'appel aux rebelles

Comment ne pas désespérer face à ce Moyen-Orient à feu et à sang? «Je reviens de mission avec la rage au ventre», répond-elle. Quand ils rentrent, eux, ses collègues lui ramènent de petites tortues qu'elle dispose soigneusement dans son bureau. Une façon de lui dire gentiment qu'elle va trop vite.

Ralentir? C'est mal connaître cette femme déterminée. «Nous serions prêts à négocier avec l'État islamique», avance-t-elle, le plus sérieusement du monde. En Syrie, l'Appel de Genève a engagé le dialogue avec des factions proches de l'ancien Front Al-Nosra, affilié à Al-Qaida. L'ONG tente de sensibiliser ces groupes pour qu'entre autres ils ne ciblent pas les écoles ou les hôpitaux. Des clips vidéo ont été diffusés dans toute la Syrie via Facebook et vus des millions de fois.

### **Le curling plus dangereux?**

La diplomate des maquis n'est pas pour autant une tête brûlée: «Nous prenons bien moins de risques que les médecins et tous les humanitaires qui doivent, eux, travailler dans l'urgence. Nous avons de la chance, la seule fois où nous avons eu des blessés, c'était lors d'une sortie de curling au Petit-Lancy!» Elle ne s'étendra pas sur son arrestation il y a quelques années en Iran ou sur la nuit d'angoisse, quand une de ses équipes ne répondait plus au fin fond du Congo, et sur tant d'autres situations scabreuses.

force le respect», assure-t-elle. Elle n'a jamais hésité à couvrir ses cheveux avec un foulard quand il le fallait, tout en plaidant pour que les combattantes prennent aussi leur part lors des prochaines négociations.

«Si on ne discute qu'avec les gentils, cela ne va pas changer le monde», martèle Elisabeth Decrey Warner. De nombreux groupes armés en tractation avec l'Appel de Genève sont classés comme groupes terroristes dans la plupart des pays du monde, mais pas dans la patrie d'Henry Dunant. «Nous ne pourrions faire ce travail nulle part ailleurs», dit-elle.

### **Une bonne idée mais pas pour Berne**

La nécessité de négocier avec les groupes armés est apparue à Elisabeth Decrey Warner à la conférence d'Ottawa en 1997. La socialiste genevoise milite depuis quelques années pour faire interdire les mines antipersonnel. Un traité international voit enfin le jour. C'est une immense victoire pour la société civile. Pourtant, dans les couloirs de la conférence, des délégués colombiens et philippins douchent son enthousiasme. «Ils m'ont dit que cela ne changerait rien. Car, chez eux, les mines étaient posées par des groupes armés, pas par leur gouvernement.»

Dans la foulée, l'activiste sollicite naïvement une entrevue avec le conseiller fédéral Flavio Cotti, alors à la tête des Affaires étrangères helvétiques. «Il m'a expliqué que traiter avec des groupes rebelles était une bonne idée mais que la Suisse ne pourrait absolument pas le faire. Sur le moment, je l'ai trouvé peu courageux. Aujourd'hui, je réalise qu'à sa place j'aurais fait pareil. Les incidents diplomatiques étaient assurés.»

C'est donc dans son cabinet que la physiothérapeute reçoit les premiers émissaires qui viennent la trouver. «Un jour, dans la salle d'attente, une petite dame de Plainpalais a demandé à un rebelle soudanais s'il avait mal au dos.» La socialiste est à l'époque présidente du Grand Conseil genevois. Elle n'a ni voiture de fonction, ni chauffeur mais ses hôtes sont tout de même impressionnés. Le Conseil d'Etat lui ouvre la salle de l'Alabama, là où

## Ne pas faire l'année de trop

Le chemin parcouru par l'ancienne physio, longtemps considérée comme une extraterrestre dans le monde humanitaire, est éloquent. La présidente de l'Appel de Genève a reçu la Légion d'honneur en 2014. Elle était invitée il y a dix jours à New York à une rencontre ministérielle sur l'Irak. L'Appel de Genève était associé à la mise en œuvre de l'accord de paix en Colombie avant qu'il soit désavoué dans les urnes. Elle pourrait savourer cette reconnaissance tardive mais elle s'inquiète d'une trop grande personnalisation. La présidente partira à la retraite dans un petit peu plus d'une année. «Je ne veux pas être le Sepp Blatter de l'humanitaire», dit-elle, discrète sur ses futurs projets.

## Profil

**1953:** Naissance à Lausanne

**1997:** Elle fait partie de la délégation suisse à la conférence d'Ottawa, qui voit la signature du traité interdisant les mines antipersonnel

**2000:** Elle fonde l'Appel de Genève et préside le Grand Conseil genevois

**2016:** Elle reçoit le Prix de la Fondation pour Genève

Cet article vous a été offert par: easyJet

L'APPLICATION MOBILE ME FACILITE LA VIE

Marc Lamarche, CEO de Swisspay.CH

generation  
**easyJet**

PUBLICITÉ